

**Libéralisation commerciale
et développement:
quelles leçons pour le
Maghreb?**

**Saddek Bradji
Université Badji Mokhtar
Annaba**

Résumé

Les pays du Maghreb, à l'instar des autres PVD, ont entrepris des efforts de développement considérables. Les politiques commerciales ont évolué de la substitution aux importations aux tentatives de libéralisation commerciale en passant par les programmes d'ajustement structurel. Mais la croissance n'est toujours pas au rendez-vous. Le débat théorique qui oppose "l'ouverture" au "contrôle" est loin d'être clos, mais les expériences Asiatiques montrent qu'il est possible se trouver des combinaisons entre les différents instruments de la politique commerciale qui puissent soutenir le processus de développement et améliorer la compétitivité de l'économie nationale.

Mots clés : Ouverture, libéralisation, commerce, développement.

Introduction

La relation entre " libéralisation commerciale", "croissance" et "développement" ne faisait pas de doute jusqu'à une date récente; un large consensus existait au sujet des effets positifs de la libéralisation commerciale et le développement économique. Ceci a donné lieu à l'émergence de nouvelles stratégies de développement dont le consensus de Washington qui devait constituer une réponse à la crise que traversaient la plupart des pays en développement. Mais des travaux récents, ont remis

ملخص

إن الدول الغاربية على غرار باقي الدول النامية قد بدلت جهودا معتبرة لتحقيق التنمية و قد تعاقبت السياسات التجارية فيها من إحلال للواردات إلى محاولات الانفتاح التجاري مروراً ببرامج التصحيح الهيكلي لكن النمو لم يكن في الموعد أن السجال النظري بين "الانفتاح" و "الحماية" يبقى عقيماً لكن التجارب الأسبوية بينت انه بالإمكان ايجاد تركيبات بين مختلف أدوات السياسة التجارية تسمح بتعزيز سيورة التنمية و جعل الاقتصاد أكثر تنافسية.

en cause les fondements théoriques et les choix de développement du consensus de Washington en raison de leurs impacts sociaux négatifs. Dès lors les avis vont être plus réservés sur le lien entre l'ouverture commerciale et la croissance économique.

L'expérience des pays en développement est riche en enseignements, car si certains pays, notamment asiatiques, sont devenus en peu de temps de nouvelles puissances économiques et industrielles; les pays africains, dont ceux du Maghreb continuent à connaître des rythmes de croissance faibles et éprouvent les pires difficultés à s'intégrer dans l'économie internationale.

Nous abordons le sujet en évoquant les études empiriques qui font l'objet d'une controverse, de même que les politiques commerciales ayant prévalu.

L'expérience des pays du Maghreb sera suivie de leçons à tirer.

I) OUVERTURE COMMERCIALE, CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT.

A) Débats théoriques. La relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique a fait l'objet de nombreuses études empiriques. La plupart mettent en évidence une association empirique positive entre l'ouverture aux échanges et la croissance du revenu par tête. C'est ainsi que sur la base de comparaison entre pays, la corrélation entre commerce et croissance a été établie.

MICHAELY (1977): En comparant les pays en développement, est arrivé aux résultats suivants: corrélation positive entre les exportations et la croissance.

La corrélation est plus marquée dans des pays à revenus moyens.

FEDER (1983) : Pour les pays semi industriels: liens entre la croissance du PIB et la croissance des exportations.

SYRQUIN et CHENERY (1989) : Pays divers ; le taux de croissance est plus élevé pour les pays ouverts sur l'extérieur dans tous les sous groupes (petits exportateurs de produits primaires; grands exportateurs de produits primaires; petits exportateurs de produits manufacturés; grands exportateurs de produits de produits manufacturés). Le gain de croissance dû à l'ouverture vers l'extérieur est compris entre 0.2 et 1.4 points de pourcentage.

BALASSA (1985) : Pays en développement ; les pays tournés vers l'extérieur croissent plus rapidement.

EDWARDS (1992) ; Pays en développement : les pays les plus ouverts (moins interventionnistes) ont tendance à croître plus rapidement.

BANQUE MONDIALE (1987) ; Pays en développement: les pays tournés vers l'extérieur ont tendance à croître plus rapidement.

SACHS et WARNER (1995) ; Pays divers : les pays ouverts croissent plus rapidement que les pays fermés, avec un écart de 2 à 2.5 points de pourcentage.

Dans les pays ouverts le ratio d'investissement est plus élevé, la situation macroéconomique est plus équilibrée et le secteur privé joue un grand rôle en tant que moteur de la croissance.

PROUDMAN, REDDING et BIANCHI (1997) : Pays divers : Les pays ouverts convergent vers un niveau de revenus plus élevé. Ces différences subsistent même lorsqu'on tient compte des différences dans le niveau relatif de l'investissement.

BARRO (1991); Pays divers: La distorsion des prix des biens d'équipement réduit la croissance.

DOLLAR (1992) ; Pays en développement : Le taux de croissance par habitant moyen dans le quartile des pays (principalement asiatique) dans lesquels la distorsion était la plus faible était de 2.9%; dans le deuxième quartile, le taux était de 0.9% et dans le troisième, il était de -0.2% et dans le quatrième de -1.3%. Si la distorsion du taux de change réel était ramenée au niveau observé en Asie, le taux de croissance augmenterait de 0.7 points de pourcentage en Amérique Latine et de 1.8 points en Afrique.

EASTERLY (1993); Pays divers : plus la distorsion est grande, plus la croissance démunie. Lorsque la distorsion augmente d'un écart type, le taux de croissance diminue de 1.2 points de pourcentage.

LEE (1993) ; Pays divers : Le taux de croissance augmente lorsque la distorsion diminue. Les distorsions du commerce extérieur réduisent davantage la croissance dans les petits pays pauvres en ressources que dans les grands pays riches en ressources.

HARRISSON (1995); Pays en développement : tous les indices statistiquement significatifs font apparaître une corrélation entre un régime de commerce libéral et la croissance du PIB. Le lien de causalité entre le libéralisme commercial et la croissance existe dans les deux sens. Avec un décalage dans le temps, le niveau de la croissance explique de façon significative le degré d'ouverture de l'économie et réciproquement.

EDWARDS (1997) ; Pays divers: il y a une corrélation positive entre les indices d'ouverture et la croissance de la productivité totale des facteurs, et une corrélation négative avec l'image symétrique des indices de distorsion du commerce. Le commerce n'est plus la variable la plus importante pour expliquer les différences de croissance entre pays, le PIB initial et la capital humain jouent un rôle plus important. Les données font apparaître une convergence conditionnelle

MATIN (1992) ; Afrique subsaharienne : tous les indices font apparaître une relation positive entre un régime de commerce libéral (faible distorsion) et la croissance. Le lien entre le degré d'ouverture et la croissance est aussi fort pour les pays d'Afrique subsaharienne que dans l'échantillon témoin d'autres pays africains.

LEVINE et RENELT (1992) ; Pays divers : nette corrélation entre la croissance et la part de l'investissement dans le PIB Nette corrélation positive entre la part de l'investissement dans le PIB et la part du commerce dans le PIB. Lien à deux maillons reliant le commerce à la croissance par le biais de l'investissement.

GALLUP et SACHS (1998) ; Pays divers : il y a une corrélation positive entre l'indice d'ouverture et la croissance, après ajustement pour tenir compte des autres facteurs. En outre, les facteurs géographiques qui rendent le commerce plus coûteux réduisent la croissance. La croissance des pays sans littoral est inférieure de 0.9 points de pourcentage à celle des pays côtiers.

BALASUBRAMANYAM, SALISU et SAPSFORT (1996) ; Pays en développement : la réduction des obstacles au commerce renforce l'efficacité de l'IED et indirectement la croissance.

Tous ces auteurs et bien d'autres, concluent à l'existence d'une relation positive entre la croissance économique et l'ouverture commerciale. (1)

B) MALENTENDUS, CONTROVERSES ET CRITIQUES.

A la fin des années 1990, les politiques d'ouverture vont être contestées en raison de leurs impacts sociaux dans certains pays en développement. Le consensus de Washington (2) a fait l'objet d'importantes critiques En effet, le bilan des réformes appliquées par les PVD est plus que mitigé.

Ainsi, Rodrik et Rodriguez (2000) ont remis en question les résultats empiriques sur le lien entre l'ouverture commerciale et la croissance,

pointant certains problèmes méthodologiques associés à la mesure de l'ouverture et la spécification des équations externes.

Quatre études empiriques de références : Dollar (1992); Ben David (1993); Sachs et Werner (1995); et Edwards (1998), se voient remises en cause.

Les indicateurs de mesure de l'ouverture commerciale semblent pouvoir être critiqués. En plus des difficultés liées à la définition de la croissance elle-même et du développement.

Avec une analyse plus ciblée, Weisbrot et Baker (2003), montrent que la libéralisation commerciale ne favorise pas la croissance et le développement. Dans le même ordre d'idées, Gallieni et Sanguinetti (2003), montrent que la libéralisation commerciale ne favorise pas la croissance et le développement. Dans le même ordre d'idées, Gallieni et Sanguinetti (2003), constatent, à partir du cas Argentin, que la libéralisation commerciale explique en partie l'accroissement des inégalités.

Rodrik (1998b), à l'instar de Stieglitz (2002), montre que la libéralisation des mouvements de capitaux n'entraîne pas une croissance plus forte et un développement plus soutenu.

Au niveau théorique, le consensus de Washington a été contesté dès le début des années 1980, en particulier par Taylor et les néo-structuralistes qui mettent en avant le caractère dépressif des mesures de stabilisation préconisées par les institutions internationales. (3)

Quant à Dollar kray (4) "Il est difficile de tirer des conclusions de beaucoup de ces études fondées sur des observations internationales, quant aux effets de la libéralisation des échanges sur la croissance. Il se pourrait même que la corrélation observée tienne uniquement aux déterminants géographiques de la croissance."

Rodrik et Subramanian (5) concluent que la qualité des institutions prime sur tout le reste, la géographie et le commerce : "De même le commerce a un effet significatif sur la qualité des institutions, mais aucun effet positif sur les revenus."

A.Berg et A.Kineger (6) sont plus nuancés: "Bref, l'effet positif de l'ouverture aux échanges sur la croissance est largement confirmé par les faits....Nous notons qu'il n'y a pas de relation symétrique entre l'ouverture aux échanges et le revenu des plus pauvres." Et de conclure: "Le commerce n'est qu'un aspect du processus du développement."

La CNUCED (7) dans son rapport 2004 affirme que pour les PMA : "Ce sont les pays qui se sont ouverts le plus modérément qui ont connu les meilleures performances" au cours des années récentes.

Robert Shaver sous directeur au département Afrique du FMI, conclué pour sa part : "L'expérience montre le maintien de sérieux obstacles aux échanges coûte cher et qu'un lien existe entre, d'une part un régime de commerce ouvert et une hausse des exportations et d'autre part, la croissance économique."

Ainsi, il ressort de ces études nombreuses que l'ouverture commerciale reste une condition nécessaire pour la croissance, mais son effet, son rythme et sa nature doivent être contrôlés.

II) LA POLITIQUE COMMERCIALE COMME POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT.

Le commerce international demeure l'un des grands sujets de controverse pour les PVD. Certains considèrent la protection contre les rigueurs de la concurrence comme élément essentiel dans les premiers stades du développement, tandis que d'autres considèrent que cette protection crée plus qu'elle ne résout les problèmes des économies en développement. La controverse n'est pas close. (8)

Mais le souci d'une plus grande ouverture a fini par prendre le dessus sur la problématique de la substitution aux importations dans les politiques préconisées.

Historiquement, la théorie des politiques commerciales comme politique de développement peut-être schématisée ainsi : (9)

- *-Décennie 1950: Substitution aux importations (industrialisation, protection des industries naissantes, traitement spécial et différencié, régionalisme...).

- *-Décennie 1960-70 : Promotion des exportations.

- *-Décennie 1980 : Ouverture sur l'extérieur.

- *-Décennie 1990: Croissance endogène (gouvernance, géographie économique) Donc, au début des années 50, s'est cristallisée une position de principe selon laquelle la substitution aux importations est la voie qui mène au développement.

A) SUBSTITUTION AUX IMPORTATIONS ET POLITIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES.

La plupart des pays en développement ont opté à partir des années 60 et 70 pour les stratégies d'import substitution. Ces stratégies se sont fixées comme objectifs de produire localement les produits de consommation importés auparavant des pays développés.

La substitution aux importations était un moyen de lancer leur développement économique et de réduire leur dépendance par rapport aux anciennes métropoles coloniales à travers la diversification de leurs structures productives.

Ces stratégies se sont accompagnées d'une politique commerciale extérieure restrictive et d'une protection des activités industrielles naissantes.

Ces stratégies devraient ainsi consolider l'indépendance politique fraîchement et chèrement acquise par certains PVD à travers une plus grande autonomie économique.

Dans la littérature économique, les stratégies de substitution aux importations étaient justifiées à l'époque par trois arguments majeurs :

- * Le premier est d'ordre historique : Les Etats-Unis, la France, l'Allemagne ont construit leur développement industriel dans un contexte fortement contrôlé et ont profité d'un haut niveau de protectionnisme. (10)

- * Le deuxième argument est donné par E. LIST (19eme siècle) qui encouragé les décideurs allemands à faire de la protection un moyen privilégié pour accélérer la croissance économique et la construction d'un système économique cohérent. C'est l'argument de l'industrie naissante.

- * Le troisième argument est lié à la détérioration des prix des produits de base exportés par les PVD depuis les années Trente.

Prebisch a fortement recommandé le recours à l'industrialisation pour transformer localement les produits exportés auparavant.

Prebisch et la CEPAL (11) sont devenus les pères fondateurs des stratégies de substitution aux importations et la plupart des pays en développement en ont fait le mode de référence de leur stratégie de développement industriel. Leur mise en place s'est accompagnée d'une stratégie commerciale fortement restrictive et d'une faible ouverture sur l'extérieur.

Ainsi, les stratégies d'import substitution ont permis d'amorcer un important processus de modernisation des structures économiques archaïques héritées de la colonisation.

Cependant, ces stratégies vont connaître rapidement leurs limites en Afrique comme ailleurs dans le monde. (12)

Plusieurs raisons expliquent l'échec de ces stratégies dès la fin des années 70 :

- *La première est liée à la faible articulation interne des activités industrielles.

- *La seconde est liée à la faiblesse des marchés intérieurs incapables de trouver des débouchés pour les nouvelles activités industrielles.

- *La troisième explication réside dans la réduction des disponibilités financières des pays en développement.

- *Enfin, l'argument le plus souvent cité est celui de la faiblesse de la productivité des nouvelles entreprises.

B) ECHEC DE LA SUBSTITUTION AUX IMPORTATIONS ET OUVERTURE SUR L'EXTERIEUR.

Les critiques du modèle de développement orienté vers le marché ont commencé bien avant la crise des stratégies d'import substitution dans les PVD.

Ainsi, on commençait déjà (années 70) à parler de miracle asiatique pour des pays comme le Japon ou la Corée (13).

Pour certains, la forte croissance en Asie était significative de la pertinence des modèles de croissance orientés vers le marché extérieur. (14)

Pour d'autres au contraire, les stratégies de développement en Asie étaient plus complexes et ne devraient pas au contraire être perçues comme une illustration du libre échange. Ces pays avaient fait usage d'un large appui à leurs activités exportatrices par le biais de subventions directes ou de régimes de changes appropriés. (15)

D'où un autre débat sur les coûts et les effets de la protection sur la croissance et le développement

Les nombreux travaux de l'époque avaient conclu que les stratégies de développement centrées sur le marché interne ne pouvaient entraîner une croissance durable dans les PVD et que seule l'ouverture de ces économies sur les "changes externes était susceptible d'assurer une relance forte de la croissance

Ainsi, au début des années 80, la crise de la dette et l'échec des stratégies de la substitution aux importations se sont accompagnés de l'émergence d'un nouveau consensus sur l'importance de l'ouverture sur l'extérieur et des exportations dans la stratégie de croissance.

Ce nouveau consensus sera au centre des réformes appliquées par les PVD dont les pays de l'Afrique du nord durant les années 80 dans le cadre des Plans d'Ajustement Structurel (P.A.S).

La plupart des pays africains ont adopté dans le milieu des années 80 des P.A.S avec l'appui du FMI. Ces programmes visent à rétablir les grands équilibres macroéconomiques d'une part et de résorber les déséquilibres sectoriels et de relancer la production, en particulier celle des biens exportables.

Ces nouveaux choix de développement constituent une rupture fondamentale avec les stratégies de substitutions aux importations et cherchent à réorienter les stratégies de croissance vers l'extérieur.

Les politiques commerciales au MAGHREB, en Afrique et dans la majorité des PVD ont connu d'importantes transformations dans le cadre des P.A.S : Une plus grande libéralisation des échanges extérieurs, réduction des barrières non tarifaires, diminution des tarifs douaniers, abonds des contrôles des changes....

Toutefois, les résultats de ces réformes sont mitigés; Certes la croissance a connu une reprise dans les années 90, mais elle reste fragile, car les performances sectorielles sont en dessous des attentes : ni le secteur industriel, ni le secteur agricole n'ont amélioré leur performance dans le PIB.

En définitive, la réorientation des stratégies de développement en faveur du marché extérieur n' a pu produire les effets escomptés. L'ouverture des politiques commerciales sur l'extérieur ne s'est pas traduite par une relance de la croissance.

Par ailleurs, il faut signaler que les efforts de libéralisation commerciale ne peuvent produire leurs effets dans un contexte caractérisé par la faiblesse des infrastructures

Ces résultats expliquent certainement la controverse dans le champ de réflexion économique autour de l'impact de l'ouverture sur la croissance économique.

III) L'EXPERIENCE DES PAYS DU MAGREB : ALGERIE, MAROC et TUNISIE

Les économies des trois pays du Maghreb : L'Algérie, le Maroc et la Tunisie sont dissemblables sous plusieurs aspects : des régimes politiques et économiques différents, les revenus par habitant, la superficie du pays, les modes et les niveaux d'industrialisation et de développement sont différents.

Mais plusieurs similitudes les unissent : la culture, la langue, l'histoire, la religion, la géographie...En effet, ils sont membres avec la Libye et la Mauritanie de l'Union du Maghreb Arabe, qui est malheureusement loin de se matérialiser. L'intégration devrait leur permettre de faire face ensemble aux exigences et aux défis de la mondialisation.

Donc les chemins empruntés par ces pays étaient différents : L'Algérie a privilégié l'industrialisation au détriment du secteur agricole, alors que le Maroc et la Tunisie ont opté pour des choix agro exportateurs.

Mais, ils se retrouvent tous les trois face à des défis importants : ni la croissance, ni encore moins le développement ne sont réalisés

A) LES POLITIQUES COMMERCIALES :

A1) L'ALGERIE.

L'Algérie étant engagée dans une industrialisation accélérée (65-79) ou le modèle des "industries industrialisantes" a induit un taux d'investissement élevé et une croissance rapide.

Des signes de libéralisation apparaissent (80-85) ; le secteur privé est réhabilité, des ouvertures sont faites en direction du capital étranger et les prix sont réajustés vers la hausse.

L'année 1986, sera un tournant décisif pour l'Algérie : le choc pétrolier et la dépréciation du dollar US amènent le pays à la crise; problèmes d'approvisionnements de l'intérieur, réserves en devises épuisées et les recettes budgétaires se sont taries d'où un déficit de la balance des paiements et un gonflement du service de la dette. La crise est sociale, économique et politique.

Les événements se succèdent; les émeutes d'octobre 88, le premier accord Stand by (30 mai 89), le deuxième accord (3juin91); la porte est ouverte devant les accords avec le FMI et les Institutions Financières Internationales. L'accord de facilité est obtenu par l'Algérie (22 mai 95-21 mai 98).

Par ces accords, l'Algérie s'est imposée de lourds sacrifices pour mener à bien les réformes demandées par le FMI, et pour ne citer que celles liées au commerce :

- *La déréglementation du commerce extérieur par décret de février 91;

- *L'extension de la liberté des prix à tous les produits (même de base);

- *En avril 94, une liste négative de produits à l'importation arrêtée par le ministère du commerce est vite supprimée.

- *Depuis 95, le commerce extérieur est quasiment libre en Algérie;

- *L'état cherche à diversifier les exportations hors hydrocarbures;

- *Enfin, l'Algérie demande l'adhésion à l'OMC et signe l'accord de partenariat avec l'Union Européenne.

Si, ces programmes d'ajustement sont jugés satisfaisants aux yeux du FMI, quant à leur application par l'Algérie, d'où le soutien accordé, il n'en demeure pas moins que des insuffisances majeures marquent leur exécution : "L'Algérie enregistre un déclin drastique dans les conditions de vie de sa population ainsi qu'une désindustrialisation".(16)

A2) LE MAROC

Dès le début des années 70, le Maroc comme la Tunisie ont partiellement abandonné la stratégie industrielle de substitution d'importations pour privilégier une option exportatrice en profitant du processus de délocalisation entamé par un certain nombre d'industries manufacturières européennes : textiles, industries mécaniques et électriques, cuir chaussures....

Le ministre chargé du plan au Maroc, soutient en 1973, que la promotion d'exportations nouvelles est "la condition du décollage économique". L'industrie manufacturière est passée de 7% à 13% du PIB de 1960 à 1979 et se sont les branches exportatrices qui ont connu le plus fort coefficient d'investissements.

Le Maroc a adopté deux programmes de stabilisation (1978 et 1980) dont l'exécution n'est pas allée à terme pour leurs conséquences sociales néfastes.

En 1983, le Maroc met en œuvre en collaboration avec le FMI un programme d'ajustement structurel, (PAS).

Les premières mesures furent d'ordre budgétaire et monétaire : Réduction des investissements de l'état et des créations d'emplois dans la Fonction Publique, pression sur les salaires, baisse des subventions à la consommation, contrôle de la masse monétaire, relèvement des taux d'intérêts et dépréciation du Dirham.

Dès 1984, a commencé une restructuration de l'économie ayant pour objectif d'en "augmenter la rentabilité et l'efficacité"; ainsi que "le potentiel d'exportation"(17) :

- *Réformes des politiques industrielles et commerciales;

- *Réformes du système fiscal, du secteur financier,

- *Réforme du secteur public;

Se confondent pour une bonne part avec celle du commerce extérieur, la libéralisation de celui-ci étant considérée comme la condition d'efficacité de celui-là. La liste des produits totalement libres à l'importation n' a cessé de s'allonger. Les exportations, entièrement libéralisées et déchargées de toute imposition, ont bénéficiée de nombreuses mesures de promotion.

Certes, certains résultats positifs ont été enregistrés, mais le problème de la croissance au Maroc reste lié au poids de la dette extérieure qui absorbe une part importante des recettes fiscales et des recettes d'exportations des biens et services.

Le comportement de l'économie marocaine reste volatile, car très dépendant des aléas climatiques et des chocs exogènes, tel que l'évolution des prix du pétrole et des phosphates ou de la conjoncture économique des principaux partenaires commerciaux.(18)

A3) LA TUNISIE

"Option libérale de longue date ; dès le début des années 70, la Tunisie a commencé à privilégier une option exportatrice au dépend de la stratégie industrielle de substitution d'importations." (19)

L'industrie tunisienne dispose de trois "poumons":

- *Le textile (83% de la valeur totale des exportations des marchandises en 1987.

- *Le tourisme : activité majeure de la Tunisie qui occupe le premier rang des rentrées en devises.(21% en 1989).

- *Le pétrole et l'industrie des biens de consommation.

Donc, la Tunisie s'est engagée tôt dans l'économie de marché. Progressivement, au fil des expériences, des tâtonnements, des échecs, la Tunisie a élaboré un cadre réglementaire et structurel visant à tirer

le maximum de ses atouts. Afin d'attirer les capitaux les capitaux étrangers, divers codes d'investissements ont été promulgués (1987; 89 et 90).

Un centre de Promotion des Exportations (CEPEX) est chargé de promouvoir les produits tunisiens à l'étranger, tandis qu'une Agence de Promotion de l'Industrie (API) a pour tâches d'attirer les promoteurs extérieurs.

La Tunisie a été amenée à opter pour un ajustement structurel "orthodoxe" en 1987, avec la volonté de réduire l'absorption domestique et de parvenir à un redressement de l'évolution négative de la production du pays.(20).

Ces programmes parviennent à rétablir, non sans embûches, les équilibres économiques internes et externes.

La Tunisie est résolument engagée vers son intégration à l'économie mondiale. Celle-ci est principalement concrétisée, depuis 1996, par la signature d'un accord de libre échange avec l'Union Européenne qui aura pour entre autres conséquences, l'ouverture et la dé-protection croissante du marché et des producteurs tunisiens face à la concurrence étrangère.

La Tunisie est membre de l'OMC et a signé un accord de partenariat avec l'UE et a lancé un vaste programme de mise à niveau de ses entreprises.

Malgré certaines performances, le modèle tunisien pâtit encore de faiblesses structurelles que reflètent un taux d'investissement insuffisant, un taux de chômage élevé (13% du PIB), la situation du secteur financier, les charges de la dette publique et extérieure (12% du PIB en 2004) sont des écueils supplémentaires. De même la persistance d'un modèle de production dual, la coexistence d'un secteur off shore totalement exportateur adapté aux exigences de l'économie de marché et d'un secteur domestique encore dominé par l'agriculture, le secteur informel et l'existence de rentes sont des obstacles à franchir.

Un tel modèle ne permet pas au pays d'optimiser son potentiel de croissance.(21).

B) LA CROISSANCE: MYTHE OU REALITE ?

Les pays du Maghreb ont appliquées des politiques économiques conformes aux préceptes du consensus de Washington, qui veut que la

clef de la croissance et du développement réside dans l'emploi des ingrédients suivants :

- *Réduction des déficits budgétaires;
- *Réduction des droits douaniers;
- *Elimination des restrictions au commerce et aux flux de capitaux internationaux
- *Contribution accrue des marchés à l'affectation des ressources.

Ont-ils connu le décollage ? Les attentes concernant l'effet des réformes sur la croissance étaient-ils réalistes?.

B1) L'ALGERIE : LA CROISSANCE MANQUANTE.

L'Algérie a connu une situation de vulnérabilité extrême au début des années 90, mais a réussi un revirement remarquable à partir de 1994, avec l'appui du FMI et de la Banque Mondiale dans le cadre du "PAS": " La stabilisation réussie face à la volatilité des prix pétroliers et les progrès enregistrés dans l'engagement des réformes structurelles ont posé les bases d'une reprise de la croissance."(22).

Toutefois, cette croissance reste insuffisante pour absorber le chômage, améliorer les conditions de vie et renforcer la cohésion sociale. On estime que l'Algérie a manqué en moyenne une croissance de PIB, au cours des trois dernières décennies d'environ 2,3% par an, en raison principalement de la faible performance de la productivité totale des facteurs.(23).

"Distorsions", "Volatilité", "Vulnérabilité", "Faible efficacité", "Instabilité" sont des qualificatifs qui reviennent souvent dans les rapports du FMI et de la Banque Mondiale.

Les réformes doivent s'approfondir pour relever deux défis simultanés :

I – Permettre à la "nouvelle économie" menée par le secteur privé de se renforcer dans le secteur hors hydrocarbures en améliorant le climat d'investissement et en complétant la transition de l'Algérie vers le marché.

II- Renforcer le cadre budgétaire pour mieux gérer la volatilité et assurer la pérennité budgétaire sur le moyen terme. DES REFORMES ENCORE ET TOUJOURS.

B2) LE MAROC : LA CROISSANCE ENIGME

La faible croissance au Maroc est une question centrale du programme du développement du pays: (2,5% en moyenne). Le Maroc essaie de redémarrer. L'accélération de la croissance est nécessaire pour réduire le chômage et la pauvreté. La problématique de la croissance au Maroc reste une énigme; les résultats ne sont pas à la hauteur des atouts dont dispose le pays. La question centrale est "comment se fait-il qu'un pays qui dispose de tant d'avantages et qui s'est engagé dans tant de réformes ne puisse accélérer son taux de croissance?".

Les défaillances principales des politiques économiques, identifiées comme les contraintes majeures à la croissance pour le Maroc sont au nombre de quatre : (24).

- *Un marché du travail rigide,

- *Une politique fiscale contraignante

- *Un régime de change à parité fixe qui ne favorise pas la compétitivité internationale;

- *Un biais anti-exportation caractérisé par un protectionnisme encore très élevé. Le Maroc est le troisième régime le plus restrictif au monde.

Mais le Premier Ministre marocain dit que " les problèmes sont autres, ils s'appellent : productivité, intégration et logistique". L'Etat marocain et les entrepreneurs sont conscients de l'émergence d'une nouvelle stratégie de croissance, matérialisée par le programme "EMERGENCE"annoncé en décembre 2005, en plus des mesures ciblées proposées par le "CEM" pour encourager la diversification productive et stimuler la compétitivité.(25).

A noter que la Banque Mondiale reconnaît la mauvaise compréhension de l'évolution de la croissance marocaine durant la dernière décennie et d'une manière générale de l'histoire de la croissance au Maroc.

Légitimement, on se demande si après un tel aveu est-il raisonnable de continuer à mener réforme après réforme pour peu de résultats.

B3) LA TUNISIE : CROISSANCE SOUTENUE

La Tunisie continue à enregistrer des progrès soutenus en matière de développement économique et social. La croissance atteignant 5,5% en 2003. La Tunisie est en tête des pays à niveau de revenus similaires et la première de la région MENA. Les progrès

économiques et sociaux de la Tunisie ont été appuyés par une politique coordonnée de réformes et une administration publique performante.(26). La stabilisation réussie (1987); la poursuite de politiques macroéconomiques prudentes; les efforts constants de réformes structurelles menées depuis le début des années 90; l'orientation résolue vers l'intégration à l'économie mondiale ont créé les conditions favorables pour une croissance de la productivité et une amélioration de la compétitivité de l'économie.

Nonobstant : la Tunisie doit relever trois défis principaux

*Réduire le taux de chômage qui demeure important (environ 15%).

* Améliorer la qualité, la pertinence et la pérennité financière du système éducatif et renforcer la recherche scientifique et technologique.

* Renforcer les programmes sociaux tout en maintenant les équilibres budgétaires.

La Tunisie doit intensifier les réformes qui favoriseraient l'émergence d'un nouveau modèle de développement. Malgré l'orientation stratégique vers une intégration profonde au commerce extérieur avec l'UE ; le régime commercial demeure protégé et la Tunisie reste en retard dans les réformes réglementaires d'ouverture des services à la concurrence. La Tunisie enregistre malgré tout un déficit structurel de l'investissement privé; les banques commerciales continuent d'être encombrées par d'importants prêts non performants. D'autres insuffisances demeurent et persistent.

La Tunisie doit continuer à réformer, car la croissance demeure tributaire des conditions agricoles, donc exogènes.

IV) LES ENSEIGNEMENTS A RETENIR :

La principale conclusion des grandes études sur la libéralisation des échanges dans les années 70 et 80 est peut-être l'effet de distorsions des régimes de substitutions aux importations. La substitution aux importations n'a pas échoué, mais a cessé d'être adaptée à la situation.

Les débats actuels semblent converger vers un nouveau consensus: l'ouverture commerciale n'est pas le moteur de la croissance, mais elle peut accompagner des politiques favorables à la croissance en jouant un rôle de catalyseur. Des périodes de libéralisation vigoureuse et soutenue entraînent une croissance rapide des exportations et du PIB réel. Les récentes études effectuées dans les entreprises montrent

comment la libéralisation des échanges et l'intensification des importations qui en découle augmentent la productivité et donc la croissance.

L'ouverture est corrélée avec beaucoup d'autres variables de politique économique. Mais y a-t-il des conditions qui doivent être réunies pour que la libéralisation soit bénéfique . Y a-t-il des politiques qui vont de pair avec ces conditions ? .

A priori, si certaines conditions sont utiles, aucune condition préalable n'est absolument nécessaire.

A l'évidence l'infrastructure commerciale, matérielle et humaine facilite grandement la tâche des exportateurs et des importateurs.

Si cette infrastructure n'existe pas, la créer devient une politique nécessaire correspondant à cette condition.

Toute modification apportée à la politique commerciale crée nécessairement des gagnants et des perdants. Il y a lieu de s'inquiéter si un changement de politique laisse démunis des groupes de familles, car si le statu quo n'est pas la meilleure référence, toute réforme n'est pas toujours bonne à prendre. Les effets d'une réforme du commerce sur le plan de la distribution peuvent être très subtils et surprenants. La réforme doit s'accompagner d'une surveillance minutieuse et de mesures correctives pour faire en sorte que les marchés fonctionnent de manière concurrentielle et efficace. Les réformes doivent toujours s'accompagner de mesures compensatoires.

La politique commerciale est vitale pour le développement. Elle constitue un élément clé d'une stratégie de développement. Elle demeure un enjeu réel. Une mauvaise politique commerciale risque d'enrayer les efforts de développement déployés dans les autres secteurs: éducation, santé, infrastructure.....

Même si les domaines traditionnellement couverts par la politique commerciale ne suffisent pas à assurer le développement, y mettre bon ordre constitue une première étape importante dans cette voie.

L'expérience des pays asiatiques mérite d'être bien étudiée : la création de grands pôles de développement régionaux et multinationaux.

En outre, la plupart des NPI asiatiques qui ont connu un développement spectaculaire, l'ont fait à partir des industries qui étaient destinées à produire pour substituer à l'importation. Ils ont fortement protégé leurs marchés nationaux tout en encourageant leurs entreprises à exporter massivement.

Théoriquement, on justifie une politique protectionniste dans le cas des industries naissantes qui ne disposent pas d'une taille suffisante pour affronter la concurrence étrangère. C'est le cas de la plupart des industries des pays du Maghreb.

La mondialisation se manifeste par les transferts de capitaux opérés par les firmes multinationales des pays du Sud vers ceux du Nord. En principe ces firmes devraient financer les infrastructures des PVD pour favoriser les échanges car " le centre " ne sortira de sa crise qu'en passant par "la périphérie".

Enfin selon Paul Charbier (FMI) : "Pour que l'Afrique du Nord toute entière réussisse à dynamiser l'investissement et la croissance, elle doit adopter une stratégie reposant sur quatre piliers :

- * Le maintien des politiques macroéconomiques saines ;
- * La libéralisation du marché intérieur, et une plus grande ouverture sur l'extérieur;
- * La conclusion d'accords d'association bilatéraux avec l'U.E.
- * Prise de mesures au plan régional pour compléter les accords de coopération avec l'Union Européenne,"

CONCLUSION :

Les politiques commerciales jouent un rôle très important dans les stratégies de développement. Elles doivent être dynamiques, non linéaires et cibler les secteurs économiques à appuyer dans le souci d'une plus grande efficacité de l'effort de développement. Le débat ne doit pas se focaliser sur l'opposition de l'ouverture commerciale au contrôle, mais doit chercher les meilleures combinaisons entre les différents outils de la politique commerciale.

La compétitivité de l'économie nationale doit être l'objectif primordial de toute réforme et la recherche de l'équilibre social doit être présente à tout instant, car la finalité du processus de développement est l'amélioration des conditions de vie du citoyen.

Notes

- (1) voir Rapport annuel de l'OMC 1998 chap. IV
- (2) voir John Williamson, "What means by policy reform", in John Williamson (editors), 1990.
- (3) voir Taylor (1983, 1988) et Benhamouda (1999) pour une analyse plus détaillée;
- (4) Dollar et Kray; in Finances et Développement sep 2001 page 16.
- (5) Dani Rodrick et A. Subramaniam in Finances et Développement juin 2003 pg 31.
- (6) A. Berg et A. Kruger; in Finances et Développement Sept 2002.
- (7) CNUCED Rapport 2004.
- (8) Robert Sharer in Finances et Développement Déc. 2001
- (9) Winters L.A TD(X) RT1/2 Déc 1999; UNCTAD.
- (10) Fontal J. Globalisation économique et sécurité internationale OPU 2006.
- (11) CEPAL : Commission Economique pour l'Amérique Latine présidée par Prebisch
- (12) voir H. Briston : A consideration of import substitution, Journal of Economic Literature, vol 37 n°2, 1998.
- (13) voir sur l'expérience coréenne des années 70, C Frank, K Sult et L Westphal, Foreign trade regimes and economic development in south Korea, NBER, NW 1975.
- (14) voir World Bank Working Paper n°2276, Washington 2000
- (15) voir A Kruger, Trade policy and economic development : How we learn, the American Economic Review, 87, 1, 1997
- (16) voir Dani Rodrick, Trade policy reform and institutional reform, World Bank 2002.
- (17) Benissad Hocine : L'Ajustement Structurel, l'expérience du Maghreb OPU 1999
- (18) Rapport de la Banque Mondiale sur l'économie marocaine, 1985 et 1986.
- (19) Akesbi Majid : L'économie marocaine : Des déséquilibres inquiétants, in L'Etat du Maghreb CERES Prod (1991)
- (20) Mouhcen Toumi : L'Economie Tunisienne : Une Option Libérale de longue date, in L'Etat du Maghreb CERES Prod (1991)
- (21) L'Economiste Maghrébin du 11 06 2006.
- (22) Mémoire de la Banque Mondiale (30 06 2003)
- (23) Stratégie macroéconomique à moyen terme pour l'Algérie WB (mai 2003).
- (24) Mémoire économique pays Royaume du Maroc. WB (mars 2006).
- (25) C.E.M : Country Economic Memorandum.
- (26) Stratégie de coopération avec la République Tunisienne: WB (juin 2004).

Références:

- Assidou E, *Les Théories économiques du développement* La Découverte, coll" Repère" n°108
- Banque Mondiale (2003), *Stratégie Macroéconomique à moyen terme pour l'Algérie*, Banque Mondiale (2004), *Stratégie de coopération avec la République Tunisienne*;
- Banque Mondiale (2006), *Mémoire économique pays Royaume du Maroc*; Ben Hamouda H, *Pourquoi l'Afrique s'est-elle marginalisée dans le commerce international ?* Centre Africain de Politique Commerciale n° 20 Mai 2005, Ben Hamouda H (1998), *"Les Théories du développement du post ajustement"*, Economie Appliquée, tome 51, n°2 pp95-121.
- Benissad H (1999), *L'Ajustement Structurel : L'Expérience du Maghreb* ; OPU.
- Caupin . V *"Libre échange euroméditerranéen : Premier Bilan au Maroc et en Tunisie"*, [www; QFD.fr;publications](http://www.QFD.fr/publications).
- Guerin J.L (1999) "Les PED profitent-ils du commerce international ?" La Lettre du CEPII repris in *Problèmes Economiques* n°2645 pp 14-18.
- Guechi D.E (2002) : *L'Union du Maghreb Arabe : Intégration régionale et développement économique*. Cacbah Editions.
- Guillaumont P (1995) " Déclin et Renouveau de l'économie de développement" *Revue Française d'économie* , vol 10; n°1 pp3-25.
- Guillaumont P, Guillaumont S (1999), "Ouverture sur l'extérieur et instabilité des taux de croissance" CERDI, CNRS et Université d'Auvergne.
- Guillaumont P (2001) "Ouverture, Vulnérabilité et Développement" CERDI.
- Lacoste, Camille et Yves (Sous la direction de) *"L'Etat du Maghreb"* CERES Productions (1991).
- Louat André, *" Le Sous développement, Stratégies et Résultats"*Paris, Ellipse (1999).
- O.M.C (1999) "Commerce International et Croissance" Extraits du rapport annuel 98.
- Rainelli, M " *La Nouvelle Théorie du Commerce International*" La Découverte, coll"Repères" n°211.
- Siroen, JM, "L'OMC et la mondialisation des économies" www.dauphine.fr.
- Siroen, JM, "L'ouverture commerciale est-elle mesurable ? " Colloque Tunis 06 2002
- Winters L.A (2000), *La Politique Commerciale Comme Politique de Développement ;Bilan et perspectives d'une expérience semi séculaire*; UNCTAD (2000) Banckok.

Rapports:

Fond Monétaire Arabe (2000 à 2005).

O M C 1998.

C N E S (non daté) " Les effets économiques et sociaux du P.A.S ".

Revues:

Finances et Développement December 2001

September 2002

Mars 2006.

Sites web : CNUCED, FMI, WB et SENAT Français. ,

:Lnonnnnnennnaintien deno politiques
macroéconomiques saines; n ll duire le taiiii de chômage qui demeure
important (environ 15%).